

DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE



ANNEXE 13

PROJET

CONVENTION D'ACHAT ET DE VENTE D'EAU EN GROS

LES PARTIES

Entre,

Le **SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU ET D'ASSAINISSEMENT DE LA GUADELOUPE – SIAEAG** – Dont le siège est établi à Route de Blanchard Labrousse – 97190 Le Gosier, représenté par son président Laurent BERNIER,

Ci-après dénommée « **Le SIAEAG** » d'une part

Et,

La **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION NORD GRANDE-TERRE** créée par arrêté n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 - Dont le siège est établi à la rue Gambetta BP 05 – 97117 Port-Louis,

Représentée par son Président Gabrielle LOUIS-CARABIN,

Ci-après dénommée « CANGT» d'autre part

PREAMBULE

Le SIAEAG vend de l'eau à partir de captages et de réseaux d'adduction d'eau potable qu'il exploite, à plusieurs Entités Publiques, qui en assurent la distribution auprès de leurs abonnés. Le Syndicat dispose d'un réseau d'eau potable situé à proximité du réseau principal d'eau potable alimentant la commune de Le MOULE, territoire de la CANGT. Ce réseau est actuellement alimenté par la conduite de Belle Eau Cadeau.

Les volumes d'eau sont mesurés au moyen de compteurs relevés régulièrement par les exploitants des structures en cause. Ces relevés servent de base de facturation.

Sur le fondement des stipulations contractuelles, le comité syndical du SIAEAG a, par délibérations des 28 mai 2008 et 27 juin 2009, décidé d'une augmentation tarifaire du prix de vente de l'eau. Ces nouveaux tarifs ont été contestés par plusieurs acheteurs d'eau notamment le Syndicat Intercommunal des Grands Fonds (SIGF).

Le SIGF a assuré le paiement de l'achat d'eau en gros conformément à la convention en date du 17 septembre 1999 comme suit :

- part collectivité : 0,25 € ;
- part délégataire : 0,43 € (< 400 000 m³), 0,42 € (de 400 001 à 600 000 m³) et 0,41 € (> 600 000 m³).

Le Syndicat Mixte du Nord Grande-Terre (SMNGT) a effectué le paiement de l'achat d'eau par convention en date du 19 juin 2012 sur la base du tarif comme suit :

- 0 à 200 000 m³ : 1,00 €/ m³ HT ;
- 200 001 à 400 000 m³ : 1,20 €/m³ HT ;
- Au-delà de 400 000 m³ : 1,50 € /m³ HT.

Le SIGF et le SMNGT n'ayant plus la compétence la compétence «eau » depuis le 1^{er} janvier 2014, c'est la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre (CANGT) qui exerce l'intégralité des missions qui composent le service eau (production, protection du point de prélèvement, transport, stockage, distribution) au sens de l'article L.2224-7 du CGCT et conformément à ses statuts entérinés par arrêté n°2013-037-SG/DiCTAJ/BRA du 30 mai 2013 portant extension du périmètre et transformation de la CCNGT en Communauté d'Agglomération.

La CANGT se substitue donc au SIGF et au SMNGT dans toutes les relations contractuelles pour l'achat et la vente d'eau en gros.

Il est donc convenu que le tarif appliqué par le SIAEAG et la CANGT pour les volumes d'eau vendus sera de 0,80 € HT au 1^{er} janvier 2015. Ce nouveau tarif est établi au regard du coût du service.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Syndical du SIAEAG en date du

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CANGT en date du

IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES, CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

La présente convention entre le SIAEAG et la CANGT a pour objectif de fixer les conditions techniques, administratives et financières de cette nouvelle fourniture d'eau entre les deux collectivités.

Article 2 : ENGAGEMENT DES PARTIES

La CANGT accepte le nouveau tarif d'achat et de vente en gros de l'eau fixé à 0,80€/m³ et s'engage à payer les sommes dues au SIAEAG.

Le SIAEAG accepte le nouveau tarif d'achat et de vente en gros de l'eau fixé à 0,80€/m³ et s'engage à payer les sommes dues à la CANGT.

Le SIAEAG et la CANGT disposent d'un réseau d'eau potable constitué de canalisations de distributions qui assurera également le transport pour la vente et l'achat d'eau en gros.

Ils assureront chacun l'entretien et le renouvellement des équipements et ouvrages nécessaires à l'achat et la vente d'eau en gros.

Article 3 : DUREE

La présente convention a une durée d'un an. Elle prendra effet le 1^{er} janvier 2015 et s'achèvera le 31 décembre 2015.

A son expiration, elle sera reconduite tacitement par période d'un an.

Article 4 : MODALITES DE PAIEMENT

Le SIAEAG et la CANGT s'acquitteront chacun du paiement de l'eau en gros sur présentation d'une facture conformément aux modèles validés par les parties et en annexe de la présente convention.

Article 5 : ORIGINE DE L'EAU

L'eau produite par le SIAEAG provient d'une prise d'eau, située à Capesterre Belle-Eau, dite source de Belle Eau Cadeau. L'eau produite par la CANGT provient de ses forages et usines sur son territoire.

Le SIAEAG et la CANGT confirment qu'ils disposent d'une autorisation de prélèvement et ont mis en place des périmètres de protection conformément à la réglementation en vigueur.

Article 6 : POINT DE LIVRAISON

L'eau est délivrée par des canalisations de transfert de diamètre 300 et 400 mm. Des compteurs de livraison sont situés en amont de chaque réseau de distribution et en limite de territoire.

Les compteurs existants seront maintenus jusqu'à la réalisation de travaux en limite de territoire notamment sur le secteur de la zone urbaine du Moule.

Article 7 : PROPRIETE, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

Le SIAEAG et la CANGT restent responsables de toute la partie de la canalisation située en amont du comptage, y compris la chambre de comptage. Ils en assurent l'entretien et le renouvellement.

La partie située en aval du comptage reste la propriété des établissements qui en assurent l'entretien et le renouvellement.

Article 8 : COMPTAGE

L'eau fournie est mesurée à l'aide d'un débitmètre électromagnétique appartenant au SIAEAG ou à la CANGT qui en assureront l'entretien et le renouvellement.

En aval de ce compteur, le SIAEAG et la CANGT sont dégagés de toute responsabilité quant à la qualité de l'eau. Le système de comptage sera équipé d'un dispositif de télégestion dont l'entretien et le renouvellement sont à la charge du vendeur.

Les représentants des deux collectivités ou leurs délégataires éventuels peuvent accéder à tout moment au système de comptage. Les représentants du SIAEAG ou de la CANGT et/ou son délégataire peuvent demander la vérification de son bon fonctionnement, en particulier son étalonnage.

Si le système de comptage fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge du demandeur. Dans le cas contraire, ils sont à la charge du vendeur (ou de son opérateur) responsable de l'entretien.

Article 9 : RELEVÉ DE COMPTEURS

Le SIAEAG et la CANGT auront accès en temps réel, aux indications télétransmises du dispositif de comptage. Un relevé de l'index du compteur de livraison est réalisé de façon contradictoire à la demande des parties et au minimum une fois par mois.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur, la fourniture sera évaluée comme étant la consommation moyenne des trois mois précédents pour la période correspondante.

Article 10 : QUALITÉ DE L'EAU

L'eau livrée devra être conforme à la réglementation sur l'eau potable destinée à la consommation humaine. Sa qualité doit être au point de livraison et à tout moment, conforme aux limites et références définies par le Code de la Santé Publique.

Les résultats d'analyses au point de production sont fournis régulièrement par le SIAEAG et la CANGT aux acheteurs.

Article 11 : QUANTITES

Le besoin annuel de la CANGT est estimé entre 2.000.000 et 3.000.000 m³ soit 8 000 m³/j.

Le débit instantané moyen est quant à lui estimé à 400 m³/h en pointe.

Le SIAEAG s'engage à délivrer le débit indiqué ci-dessus si le débit de la prise d'eau le permet et à signaler tout manquement à la CANGT.

Article 12 : PRESSION

La pression minimale au point de livraison sera de 3 bars minimum.

Article 13 : CONDITIONS DE LIVRAISON

Les collectivités et leurs opérateurs éventuels ont un devoir mutuel d'information immédiate de toute modification significative des conditions de livraison (qualité, quantité et pression).

Le SIAEAG se doit d'informer sans délai l'acheteur de tout dépassement des limites ou références de qualité, ainsi que de tout incident constaté ou de toute difficulté prévisible susceptible d'être rencontrée pouvant avoir une incidence sur la qualité ou la quantité de l'eau fournie.

Sauf en cas de force majeure, la CANGT sera prévenue au moins 48 heures avant tout arrêt momentané de la distribution.

Article 14 : SITUATION DE CRISE

En cas d'obligation de restrictions de la distribution suite à une pollution accidentelle d'une ressource, une rupture importante sur les moyens d'amené (prise d'eau ou conduite) ou un cas de force majeure (par exemple, cyclone ou onde tropicale), le SIAEAG et la CANGT ne pourront être tenu responsable.

Article 15 : TARIFICATION

Le prix du mètre cube payé par le SIAEAG et la CANGT est établi à 0,80€/m³ hors taxe auquel s'ajoute différentes taxes dont la taxe prélèvement de l'Office de l'Eau.

Pour tout changement tarifaire (modification du tarif ou modification des taxes), le vendeur fournira une note explicative précisant le coût du service. Cette modification devra faire l'objet d'une délibération pour modification de tarif et d'un avenant à la présente convention.

Article 16 : FACTURATION

La facturation aura lieu trimestriellement. Les factures seront émises, à terme échu, aux mois de janvier, avril, juillet et octobre par le SIAEAG ou la CANGT.

Chaque facture présente le détail des différentes composantes du prix de l'eau livrée, ainsi que toutes justifications utiles concernant les paramètres inclus dans le calcul. Les index des compteurs et les dates des relevés devront figurer sur la facture afin de permettre le contrôle des quantités facturées.

L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours francs, à compter de la date de réception de la facture, pour procéder au règlement ou pour adresser une réclamation dûment motivée au vendeur.

Dès l'expiration du délai de paiement, toute somme restant due porte intérêt moratoire au taux d'intérêt légal.

Article 17 : ACTUALISATION DU PRIX

Le prix du mètre cube payé par le SIAEAG et la CANGT prévu à l'article 15 est actualisée au 1^{er} janvier de chaque année à partir du 1 janvier 2016 comme suit :

$$\text{Pr} = \text{Po} \times k$$

Po = prix d'origine

Pr = prix revalorisé

k = indice de révision

$$k = 0,10 + 0,43 \times (\text{ICHT-E})/(\text{ICHT-Eo}) + 0,14 \times 351107/(351107o) + 0,22 \times \text{FSD2}/\text{FSD2o} + 0,11 \times \text{TP10a}/\text{TP10ao}$$

La définition des paramètres est la suivante :

- ICHT-E : Coût horaire du travail – Eau, assainissement, déchets, dépollution
- 351107 : Indice électricité tarif vert A5 option base, base 100 en janvier 2010
- FSD2 : Frais et services divers – Modèle de référence n°2
- TP10a : Travaux publics – Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fourniture de tuyaux

Pour l'actualisation des tarifs, les parties signataires prennent en compte les dernières valeurs connues des paramètres composant la formule au 1er novembre de l'année N-1 pour les périodes de consommation de l'année N, telles que publiées à cette date sur le site internet du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

Article 18 : REVISION DE LA CONVENTION

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle, et notamment dans les cas suivants :

- la mise en service d'une nouvelle ressource du SIAEAG ou de la CANGT,
- les modifications de l'unité de production,
- les circonstances exceptionnelles modifiant les conditions de l'livraison de l'eau à l'acheteur.

Article 19 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée par l'une des deux parties dans les conditions suivantes :

- d'un commun accord entre les deux parties, sans préavis ni indemnités,
- par l'une des parties, avec un préavis minimum de 6 mois, sans indemnités.

Article 20 : CONDITIONS D'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION DANS LES CONTRATS DE DELEGATION

La présente convention doit être annexée aux contrats existants ou à venir de délégation de service public de l'eau.

Toute modification de la présente convention doit être intégrée par avenant, aux contrats de délégation de service public de l'acheteur ou du vendeur, existants ou à venir.

Article 21 : LITIGES

Les litiges et contestations concernant l'application de la présente convention sont du ressort du tribunal compétent.

Toutefois, avant de lancer une procédure contentieuse, les parties de la présente convention s'engagent à les soumettre à l'arbitrage d'un expert compétent.

Tout litige survenant pour l'application du présent contrat pourra être soumis par la partie la plus diligente au tribunal administratif de Basse-Terre, dont l'adresse est la suivante : Quartier d'Orléans, Allée Maurice Michaux - 97109 Basse-Terre Cedex (Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr).

Fait en deux exemplaires,

LE GOSIER, le

Le Président du SIAEAG,

La Présidente de la CANGT,

Laurent BERNIER

Gabrielle LOUIS-CARABIN

Bon pour désistement Et renonciation à tous recours

Bon pour désistement Et renonciation à tous recours